

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille neuf, le 10 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : **04 septembre 2009 (affichée le 04 septembre)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 14 septembre 2009

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, VALLEE Eric, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé, LEMOUNAUD Dominique.

Absents : CHARLES Daniel, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre.

Pouvoirs : CHARLES Daniel à LE MEUR Jean-Yves, TROUSSEL Frédérique à MICHAILLE Françoise, COLAS Marie-Pierre à LE CLECH Hervé.

Secrétaire de séance : SALAUN Robert.

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 19

Pouvoirs : 3

Votants : 22

Monsieur le Maire propose à l'assemblée l'inscription de deux points supplémentaires à l'ordre du jour :

- 15. Raccordement du réseau des eaux usées du port du Diben au réseau d'assainissement collectif.
- 16. Curage des lagunes communales.

Il n'est fait aucune opposition à l'inscription de ces deux points supplémentaires

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 02 juillet 2009

Ayant reçu des questions orales de Monsieur Lemounaud, relatives au compte rendu du dernier conseil municipal par rapport aux prises en compte de son vote et de leur transcription dans les délibérations concernées, Monsieur Tanguy propose qu'elles soient abordées dès à présent en vue de l'approbation dudit compte rendu.

Monsieur Tanguy demande à Monsieur Lemounaud de lire l'ensemble de ses remarques relatives au compte rendu et lui apporte les réponses suivantes :

1° S'agissant globalement du vote d'un mandataire, celui-ci a dû préalablement faire le point sur l'ordre du jour avec son mandant. Ce dernier donne ses consignes de vote qui peuvent, pour un ou plusieurs points donnés, diverger de la position du mandataire.

Ceci dit, Monsieur Le Ruz n'a exprimé qu'un vote à la fois, ne levant qu'une main. Il lui appartenait de préciser qu'il votait 2 fois.

Monsieur Tanguy propose, malgré tout d'une part, de prendre en compte les remarques de Monsieur Lemounaud et l'expression de ses votes et d'autre part, de modifier les délibérations 5 et 12 selon la présentation suivante :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille neuf, le 02 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**
Date de la convocation du Conseil Municipal : **26 juin 2009 (affichée le 26 juin 2009)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 07 juillet 2009

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, KERGUTUIL Eliane, VALLEE Eric, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE RUZ Hervé.

Absents : DERRIEN Delphine ,LE GOFF Josiane, LEMOUNAUD Dominique.

Pouvoirs : DERRIEN Delphine à TROMEUR Jean-Marie , LE GOFF Josiane à MICHAILLE Françoise , LEMOUNAUD Dominique à LE RUZ Hervé .

Secrétaire de séance : ROPARS Dominique .

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 19

Pouvoirs : 3

Votants : 22

5. Avenant n°1 au contrat relatif aux études pour la réalisation du Plan Local d'Urbanisme avec le cabinet LEOPOLD.

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Un contrat d'études a été signé le 01 août 2007 avec le bureau d'études LEOPOLD pour la réalisation du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Le projet de PLU arrêté par délibération du 24 juillet 2008, ayant reçu un avis défavorable lors de la consultation des services, la commune a sollicité le bureau d'études LEOPOLD afin de réaliser des études complémentaires afin d'assurer la sécurité juridique du projet.

Ces études complémentaires, ainsi que le nombre de réunions supplémentaires conduisent à une prolongation du délai de 17 mois et à un surcoût de 5 960.00 € HT.

Ces éléments sont repris dans l'avenant n°1 au contrat initial qui a reçu un avis favorable de la commission d'appel d'offres réunie le 25 juin 2009.

le Conseil Municipal est invité à délibérer.

Monsieur LE RUZ s'interroge sur cet avenant, une somme ayant été fixée initialement pour l'élaboration du PLU.

Monsieur TANGUY lui répond que suite à l'avis défavorable des services, des ajustements ont été rendus nécessaires ainsi que des compléments d'études.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec

Votants : 22

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 2 (Mr LE RUZ, Mr LEMOUNAUD)

VALIDE l'avenant n°1 au contrat LEOPOLD pour la réalisation des études du Plan Local d'Urbanisme pour un montant de 5 960.00 € HT portant ainsi le marché à 43 360.00 € HT et prolongeant le délai des études de 17 mois soit au total 24 mois.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1.

Fait les jours, mois et ans susdits,
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Yvon TANGUY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille neuf, le 02 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : 26 juin 2009 (**affichée le 26 juin 2009**)

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 07 juillet 2009

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, KERGUTUIL Eliane, VALLEE Eric, TROUSSEL Frédéric, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE RUZ Hervé.

Absents : DERRIEN Delphine ,LE GOFF Josiane, LEMOUNAUD Dominique.

Pouvoirs : DERRIEN Delphine à TROMEUR Jean-Marie , LE GOFF Josiane à MICHAILLE Françoise , LEMOUNAUD Dominique à LE RUZ Hervé .

Secrétaire de séance : ROPARS Dominique .

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 19

Pouvoirs : 3

Votants : 22

12. Cession d'emplacements de stationnement à la SARL Les Roches Jaunes.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Par arrêté du 20 juin 2007, la SARL les Roches Jaunes a obtenu l'autorisation de construire une résidence de vacances à Saint Samson. Le projet visé par cet arrêté comprenait la réalisation de 61 places de parking dont 35 emplacements en sous-sol.

La tempête de mars 2008 a montré l'importance du risque de submersion marine dans ce secteur, et dès lors le promoteur a souhaité revoir son projet en abandonnant la réalisation d'un parking souterrain.

Un permis modificatif a été déposé le 13 juin 2009. Le nouveau projet envisage la réalisation de 43 places de parkings.

Afin de se conformer à la réglementation en matière de résidence hôtelière et respecter le principe de une place de parking par logement, soit 55 places, le maître d'ouvrage a formulé une demande d'acquisition de 12 places de stationnement sur le parking public de la plage de Saint Samson. Il est proposé de faire droit à cette demande et de fixer le prix de l'emplacement au prix correspondant à la Participation pour Non réalisation d'Aires de Stationnement (PNRAS) instituée par délibération du 5 mai 1987. Le montant de cette participation fixé à 2192.95 € compte tenu du dernier indice INSEE paru : 4^e trimestre 2008, soit pour 12 emplacements : 26 351.40 €.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser cette cession.

Monsieur LE RUZ s'étonne du décalage entre les événements liés à la tempête de mars 2008 et le dépôt du permis modificatif en juin 2009.

Monsieur TANGUY répond que le promoteur avait dès mars 2008 fait part de sa demande mais qu'il attendait comme il en est d'usage la fin de chantier pour déposer un permis modificatif définitif.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec

Votants : 22

Pour : 20

Contre : 2 (Mr LE RUZ, Mr LEMOUNAUD)

Décide de déclasser du domaine public communal l'assise correspondant à ces emplacements,

Autorise la cession de 12 emplacements de stationnement sur le parking de Saint Samson au prix de 2192.95 €

l'emplacement soit pour les 12 la somme de 26351.40 €,

Autorise Monsieur le maire à signer tous les actes liés à cette cession,

Dit que l'ensemble des frais liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Fait les jours, mois et ans susdits,
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Yvon TANGUY

2° En ce qui concerne le point relatif à l'avenant proposé sur le prolongement du contrat Léopold sur le PLU, Monsieur Tanguy rappelle qu'il avait indiqué au moment de la discussion de ce point en conseil municipal que Monsieur Lemounaud avait émis des réserves au cours de la commission d'Appel d'Offre.

Ces remarques étant prises en compte et le compte-rendu n'appelant pas d'autres observations, il est procédé au vote.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec

Votants : 22

Pour : 22

APPROUVE le compte rendu du conseil municipal du 2 juillet 2009.

2. Modification du tableau des effectifs - Création de poste

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Dans le cadre de la procédure des avancements de grade, le Conseil Municipal a fixé les ratios d'avancement de grade pour l'année 2009 lors de sa séance du 02 juillet dernier.

Un agent administratif de 2^e classe ayant réussi l'examen professionnel d'agent administratif de 1^{ère} classe, il convient maintenant de créer le poste afin de pouvoir le nommer et de supprimer son précédent poste d'agent administratif 2^e classe à la date de sa nomination.

Le conseil municipal est invité à en délibérer et à autoriser cette création de poste.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

AUTORISE au titre de l'avancement de grade la création d'un poste d'Adjoint Administratif de 1^{ère} classe.

SUPPRIME un poste d'adjoint administratif de 2^e classe.

3. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'Eau Potable

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Conformément à l'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'alimentation en eau potable doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le rapport est établi par la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt pour le Syndicat Intercommunal des Eaux de Lanmeur. (pièce jointe)

Il est consultable en Mairie par le public.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce rapport.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

APPROUVE le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'alimentation en eau potable 2008.

4. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Collectif

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

En l'application de l'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le rapport pour l'exercice 2008 a été établi par la Direction Départementale de l'Eau et de la Forêt.

Il est consultable en Mairie par le public.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce rapport.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 22

Pour : 22

APPROUVE le rapport 2008 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif.

5. Consignation d'une somme en vue de l'acquisition par voie de préemption d'une parcelle appartenant à Madame Le Coz à Térénez.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Madame Le Coz, propriétaire de la parcelle BD 116 sise à Térénez d'une contenance de 1378 m² soumise au Droit de préemption Urbain dans le POS en vigueur, a déposé une demande d'acquisition auprès de la mairie.

Aucun accord n'ayant pu intervenir entre les parties quant à la fixation du prix, le juge de l'expropriation a été saisi.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, et notamment son article L 213-4-1 : « lorsque la juridiction compétente en matière d'expropriation a été saisie dans les cas prévus aux articles L 211-5, L 211-6, L 212-3 et L 213-4, le titulaire du droit de préemption doit consigner une somme égale à 15 % de l'évaluation faite par le directeur des services fiscaux ».

Il convient donc de procéder à cette consignation à la Caisse des Dépôts de Consignations sur la base de l'estimation des domaines, à savoir 15 % de 93 704 € soit 14 056 €.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser cette consignation.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 22

Pour : 22

AUTORISE le Maire à consigner la somme de 14 056 € à la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de la procédure de mise en œuvre de son droit de préemption sur la parcelle de Madame Le Coz à Térénez.

6. Mise en place d'une aide au surcoût architectural pour les opérations de réhabilitation et d'amélioration du parc locatif social.

Rapport de présentation (Martine LE DOARE)

Morlaix Communauté s'est engagé à contribuer à la réalisation de travaux de réhabilitation du parc HLM existant ou de transformation de logements privés en logements locatifs sociaux par acquisition-amélioration, en participant au surcoût architectural imposé par les contraintes patrimoniales propres aux centres bourgs, notamment les périmètres de protection des Monuments Historiques.

L'aide apportée par Morlaix Communauté est de 20 % du surcoût architectural plafonné à 1500 € par logement pour 5 logements par an de 2007 à 2012. Toutefois cette aide est

conditionnée à un engagement minimum de la commune à hauteur de 5 % de ce surcoût architectural plafonné à 1000 € par logement.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre une délibération de principe sur la mise en place de la part communale de cette aide.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Votants : 22

Pour : 22

DECIDE de mettre en place une aide de 5 % sur le montant correspondant au surcoût architectural lié aux contraintes qu'impose notamment le périmètre de protection des Monuments Historiques dans les opérations de réhabilitation du parc HLM existant ou de transformations de logements privés en logements locatifs sociaux.

7 Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties – Exonération des terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

L'article 1395G du code général des impôts permet au Conseil Municipal d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pendant une durée de cinq ans, les propriétés non bâties classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 lorsqu'elles sont exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement CE n°834/2007 du Conseil du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et abrogeant le règlement CE n°2092/91.

L'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé. Elle cesse définitivement de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les parcelles ne sont plus exploitées selon le mode de production biologique.

Pour bénéficier de l'exonération, le propriétaire ou, si les propriétés concernées sont données à bail, le preneur, adresse au service des impôts, avant le 1^{er} janvier de chaque année, la liste des parcelles concernées accompagnée du document justificatif annuel délivré par l'organisme certificateur agréé.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de voter cette exonération de taxe foncière non bâtie sur les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique.

Monsieur Le Ruz approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Délibération

Vu l'article 113 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009,

Vu l'article 1395 G du code général des impôts,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 21

Contre : 1 (Anne DANIELOU)

DECIDE d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, celles :

- classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908,
- et exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement CE n°834/2007 du Conseil du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CE) n° 2092/91

CHARGE le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

8. Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties – Majoration de la valeur locative cadastrale des terrains constructibles.

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

L'article 1396 du code général des impôts permet au conseil municipal de majorer la valeur locative cadastrale des terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par un Document d'Urbanisme, d'une valeur forfaitaire comprise entre 0 et 3 € par m² pour le calcul de la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties revenant à la commune.

La superficie retenue pour le calcul de la majoration est réduite de 1 000 m².

Cette majoration ne peut excéder 3 % d'une valeur forfaitaire moyenne au mètre carré définie par le décret n° 2007-1788 du 19 décembre 2007 et représentative de la valeur moyenne du terrain selon sa situation géographique.

La liste des terrains constructibles concernés est dressée par le Maire. Cette liste, ainsi que les modifications qui y sont apportées, sont communiquées à l'administration des impôts avant le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année d'imposition.

En cas d'inscription erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de voter cette majoration de la valeur locative cadastrale des terrains constructibles pour un montant de 3 € par m² pour le calcul de la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties revenant à la commune.

Monsieur Lemounaud s'étonne du fondement de cette délibération qui selon lui pénaliserait les propriétaires dans leur liberté d'utiliser ou pas leur bien et ce d'autant que la majoration est fixée au taux maximum.

Monsieur Tanguy répond que seuls seront concernés les terrains de plus de 1000 m² et seulement pour leur surface au delà des 1000 m². Cette mesure est prise pour éviter la spéculation foncière.

Monsieur Le Meur précise que cette mesure permet de préserver les autres zones de classement dans le cadre de l'élaboration du PLU, notamment des zones classées en A et N, et répondre ainsi aux prescriptions fixées par les services de l'Etat.

Monsieur Lemounaud aurait souhaité que cette majoration s'instaure plus progressivement.

Monsieur Le Ruz estime que la population aurait dû être informée au préalable de cette mesure.

Monsieur Tanguy lui répond que le Conseil Municipal est souverain pour décider en matière de fiscalité et que l'ordre du jour du conseil est publié par voie d'affichage et de presse avant

la séance, il précise par ailleurs que cette majoration sera très limitée par rapport au prix de vente de ces terrains.

Monsieur Lemounaud s'oppose à cette mesure et précise qu'il se serait abstenu si le taux avait été inférieur.

Délibération

Vu l'article 24 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,

Vu l'article 114 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009,

Vu le décret n°2007-1788 du 19 décembre 2007,

Vu l'article 1396 du code général des impôts,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 16

Contre : 2 (Hervé Le Ruz, Dominique Lemounaud)

Abstention : 4 (Martine Le Doaré, Jean-Marie Tromeur, Bernard Cotrian, Céline Chatard)

DECIDE de majorer la valeur locative cadastrale des terrains constructibles situés dans les zones urbaines visées à l'article 1396 du code général des impôts,

FIXE la majoration par mètre carré à 3 € sous réserve de l'application d'un plafond calculé par l'administration en fonction des valeurs forfaitaires moyennes par zone indexées chaque année sur l'indice des prix à la consommation hors tabac tel qu'il est estimé dans le rapport économique, social et financier présenté en annexe au projet de loi de finances établi pour cette même année,

CHARGE le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

9. Assujettissement des logements vacants depuis plus de cinq ans à la taxe d'habitation.

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

L'article 1407 du code général des impôts permet d'assujettir à la taxe d'habitation les logements vacants depuis plus de cinq ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

La base d'imposition de taxe d'habitation de ces logements ne subit aucun abattement, exonération et dégrèvement.

Les logements dont la durée d'occupation a été supérieure à trente jours consécutifs au cours des 5 dernières années et ceux dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable ne peuvent pas être considérés comme vacants. En cas d'erreur d'appréciation de la vacance, les dégrèvements qui en résulteraient seraient supportés par la commune.

Il est proposé au Conseil Municipal de voter cet assujettissement,

Monsieur Lemounaud approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour, rappelant qu'il est intervenu à plusieurs reprises en Conseil Municipal pour signaler les difficultés que rencontrent les personnes pour trouver un logement à Plougasnou.

Cette mesure devrait permettre de favoriser le développement du parc locatif sur la commune.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22
Pour : 22

DECIDE d'assujettir à la taxe d'habitation, pour la part communale les logements vacants depuis plus de cinq ans.

CHARGE le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

10 . Modification du taux applicable à la Taxe Locale d'Equipement (TLE)

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Par délibération du 5 décembre 2002, le Conseil Municipal a institué la Taxe Locale d'Equipement sur le territoire de la commune.

Cette taxe constitue une contribution forfaitaire due par les constructeurs et destinée au financement général des équipements publics de la collectivité

Le montant de la TLE correspond au produit de la SHON générée par le projet et de la valeur forfaitaire par m² de SHON qui est fixée annuellement au niveau national par catégorie auquel est appliqué le taux fixé par le Conseil municipal, celui-ci pouvant varier de 1 à 5 %.

Le taux fixé initialement par l'assemblée délibérante était de 1 %. Il est proposé aujourd'hui de le modifier et de le fixer à 2 %.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 20

Abstentions : 2 (Hervé Le Ruz, Dominique Lemounaud)

DECIDE de fixer le taux de la Taxe Locale d'Equipement à 2 %.

11. Subvention à l'association « Kayhan et Evine »

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

L'association « Kayhan et Evine », dont l'objet est de soutenir et représenter les intérêts de Madame Colléter auprès des autorités turques, suite à l'enlèvement de ses enfants par leur père et déplacés en Turquie, a déposé en mairie une demande de subvention.

Il est proposé de faire droit à cette demande et d'octroyer à l'association « Kayhan et Evine » une subvention de 300 €.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22
Pour : 22

DECIDE d'attribuer une subvention de 300 € à l'association « Kayhan et Evine » .
DIT que la somme sera inscrite au budget.

12. Transfert des ateliers techniques municipaux.

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Vu l'état de délabrement des actuels ateliers municipaux, une réflexion doit être engagée sur les modalités de leur transfert.

Le Conseil Municipal est invité à valider le projet de transfert des ateliers municipaux vers la zone de Kervescontou.

Monsieur Lemounaud rappelle ses propos tenus en commission économique : le transfert des ateliers municipaux vers la zone de Kervescontou est une erreur car cette zone doit être réservée au développement économique.

Monsieur Tanguy souligne que d'autres terrains vont être intégrés à cette zone et sont définis comme tels dans le projet de PLU.

Monsieur Lemounaud souhaite qu'une réflexion soit menée sur l'installation d'un atelier relais dans cette zone. Monsieur Tanguy approuve cette idée et précise qu'elle devra être menée en collaboration avec Morlaix Communauté.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

VALIDE le projet de transfert des ateliers municipaux,
AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une étude pré-opérationnelle sur ce projet.

13. Acquisition de la propriété BONDERF rue de Primel.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Afin d'assurer une urbanisation future cohérente du centre-bourg, la commune souhaite acquérir la propriété de la SCI Trégor Automobile, 41 rue de Primel à Plougasnou cadastrée CC15 d'une contenance de 3598 m² au prix de 60 000.00 € avec les frais, contrat en main. Le Conseil Municipal est invité à valider ce projet d'acquisition,

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

VALIDE la proposition d'acquisition de la parcelle CC 15 sise 41 rue de Primel aux conditions ci-dessus décrites,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes y afférents.

14. Autorisation d'effectuer des travaux de raccordement au réseau d'assainissement en intervenant sur le domaine communal.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Pour effectuer leurs travaux de raccordement au réseau d'assainissement, Monsieur DERRIEN Jacques demeurant à RHUN Izella à Plougasnou et Monsieur et Madame VINCENT Bernard demeurant route de Port Blanc à Plougasnou, doivent intervenir sur une partie communale, en bordure de chaussée (plans ci-joints).

Une convention de servitude a été rédigée avec les intéressés. Pour enregistrer cette convention au bureau des hypothèques, le notaire demande l'aval du conseil municipal.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

AVALISE les conventions passées avec Monsieur et Madame DERRIEN et Monsieur et Madame VINCENT et demande leur enregistrement au bureau des hypothèques.

15. Raccordement du réseau des eaux usées du port du Diben au réseau d'assainissement collectif.

Rapport de présentation (André CONSTANT)

Dans le cadre du projet de réalisation de travaux d'aménagement au port du Diben, Morlaix Communauté, aujourd'hui maître d'ouvrage, sollicite de la commune un engagement quant au raccordement du port au réseau d'assainissement collectif.

Les effluents liés au port ont été pris en compte dans le dimensionnement de la nouvelle station d'épuration.

Le conseil municipal est invité à en délibérer,

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

AUTORISE Monsieur le Maire à engager les travaux de raccordement du réseau des eaux usées du port du Diben au réseau d'assainissement collectif.

16. Curage des lagunes communales.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

L'engagement pris par la collectivité auprès de la société Primel GASTONOMIE, prévoyait une cession des lagunes curées.

Après consultation des entreprises, et au vu du rapport établi par notre assistant à maîtrise d'ouvrage, il est proposé de valider l'offre présentée par l'entreprise SAUR VALBE :

Intervention bassin n°1

264 850.00 € HT

Intervention bassins 2 et 3

désignation	Coût unitaire HT	quantité	Coût total HT
Vidange de la tranche d'eau claire (m3)		Forfait	4320.00
Vidange des boues (t)	54,5		
Evacuation des boues (t)	298.00		
Elimination des boues(t)	53.00		

Les quantités n'étant pas connues précisément pour les lagunes 2 et 3 et seulement estimées au vu de la bathymétrie réalisée à 440 tonnes de matières sèches, il est prévu au marché que la facturation se fera selon les quantitatifs réellement exécutés, au vu des prix unitaires ci-dessus proposés.

Le conseil municipal est invité à en délibérer,

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Votants : 22

Pour : 22

VALIDE la proposition de l'entreprise SAUR VALBE telle que décrite ci-dessus
AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat.

Questions Orales :

Questions de Monsieur Lemounaud

La première question a été abordée au point n°1 de l'ordre du jour du conseil municipal.

Question n°2 : « Des plougasnistes nous ont fait part de leurs remarques au sujet du projet de PLU : ils observent que de nouvelles voies d'accès seront créées vers le plateau de Kerbignon, dans le secteur de l'hôtel restaurant « le Temps des Voiles ».

Si le projet de port de plaisance se réalise, ils pensent que ces nouvelles voies ouvriront ce secteur aux promoteurs immobiliers et, de surcroît, à la spéculation foncière puisqu'un terrain peut être rendu constructible s'il a accès à une voie publique.

Monsieur le Maire, que pensez-vous de cette projection dans un futur indéniablement très proche ? Comment envisagez vous l'avenir dans ce secteur de Plougasnou ?.

Réponse de Monsieur le Maire :

Comme vous avez participé activement aux travaux du groupe de travail en charge de l'élaboration du PLU, je suis surpris de votre question.

Le but du classement de terrains en zone 1AUp dans la partie qui jouxte la rue de l'Abbesse doit permettre directement, dès l'aménagement du port de plaisance, d'utiliser ces terrains à l'usage d'activités liées au port.

D'autres terrains en amont sont proposés comme vous le savez en classement 2AUc, 2AUt ou simplement 2 AU afin de permettre par la suite et moyennant une modification du PLU de destiner respectivement ces zones d'une part à la construction de maisons individuelles et d'autre part aux activités liées à l'animation et au développement nautique, commercial et touristique du port. La zone AU quant à elle verra sa spécificité précisée le moment venu entre habitat et activités selon l'évolution des besoins et de la demande.

Par ailleurs, des critères bien définis permettent de limiter la taille des constructions. Il s'agit du pourcentage d'emprise au sol par rapport à l'unité foncière, le coefficient d'occupation des sols et la hauteur maximale. D'autres critères, tel que la distance minimale par rapport à la Route Départementale ou encore la distance minimale exigée entre 2 bâtiments éventuels à construire sur un même terrain viennent encadrer les projets à réaliser. L'obligation de créer des espaces libres, des aires de jeux et de loisirs ainsi que des plantations permet d'intégrer l'ensemble dans le paysage existant.

Ces terrains sont majoritairement accessibles par un quelconque chemin, mais une route sera nécessaire pour assurer leur liaison à la RD et à la zone portuaire.

Au delà de ces remarques, je ne pourrais empêcher les esprits chagrins d'avoir des pensées orientées et négatives à l'évolution économique et touristique de notre commune.